

Le Canada préside une réunion ministérielle du GATT

"Nous savons tous ... qu'il faut renforcer et améliorer le système commercial multilatéral. Nous voulons que le GATT évolue, qu'il puisse répondre à nos besoins réels", a déclaré le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, M. Allan J. MacEachen, à l'ouverture de la session ministérielle du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Cette rencontre, qui s'est tenue à Genève (Suisse) du 24 au 28 novembre, sous la présidence du Canada, a réuni les ministres de 88 pays industrialisés et en développement.

M. MacEachen a poursuivi en disant: "Nous nous réunissons à un moment où l'économie mondiale connaît de graves difficultés. Nos pays sont très différents les uns des autres, mais presque tous connaissent une croissance faible, voire négative, le chômage, des investissements stationnaires et une inflation persistante. Nombre d'entre eux, et je pense en particulier aux pays en voie de développement, ont une dette extérieure très lourde et une balance des paiements déficitaire. Les prix des produits primaires, dont nombre de nos pays sont tributaires pour subsister en ce monde, sont profondément déprimés. La récession pèse sur nous tous et menace de saper le système de commerce sur lequel une si grande part du progrès économique de la génération passée a été fondée.

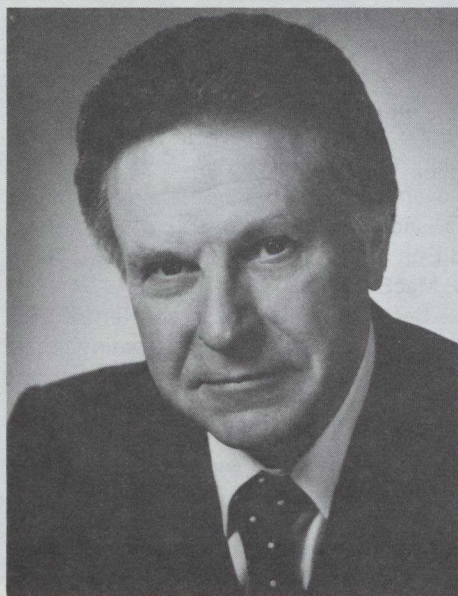
"Les symptômes du mal sont bien connus. Les pressions protectionnistes qui s'exercent actuellement sur nos gouvernements sont intenses et nous n'avons pas toujours été en mesure d'y résister, ni disposés à le faire. Dans certains cas, nous avons agi à juste titre et conformément aux règles admises...

"Le nombre des différends portés devant le GATT s'est multiplié, mais certains d'entre eux n'ont pas été résolus de façon satisfaisante, ce qui a donné lieu à des frictions et à des tensions additionnelles.

"Au moment où s'ouvre cette importante conférence, point n'est besoin de souligner nos responsabilités collectives dans la gestion des relations commerciales internationales...

"Notre objectif doit donc être de renforcer et d'adapter notre coopération au GATT dans l'intérêt de chacun de nous.

"Il nous faut tourner nos regards vers l'avenir, trouver des solutions aux problèmes qui se posent depuis longtemps et



M. Allan J. MacEachen

John Evans

qui sont profondément enracinés. Il nous faut construire et non récriminer. Tous nos pays sont tributaires, pour leur progrès économique, de la continuité des échanges internationaux. Nous sommes trop interdépendants dans le système commercial multilatéral pour avoir d'autre choix que celui de continuer à coopérer au sein du GATT et de rester attachés à des politiques commerciales libérales. Ce qui se passe ne plaît pas aux gouvernements, non plus qu'aux milieux d'affaires. Quant aux populations de nos pays, elles attendent un signe de ces réunions. C'est à nous qu'il incombe de réagir.

"En conséquence, la tâche de la présente réunion n'est pas aisée, mais elle est claire. Nous connaissons les problèmes. Nous sommes rassemblés ici en notre qualité de ministres. Dans notre quête commune d'une même interprétation de nos difficultés actuelles, nous devons faire preuve d'esprit de décision en étant pleinement conscients que la crédibilité de ce que nous ferons ici sera en fin de compte jugée sur nos actes."

Déclaration finale

A l'issue de la réunion, les ministres ont publié une déclaration finale dans laquelle les parties contractantes du GATT:

"s'engagent à réduire les frictions commerciales, à renverser les pressions protectionnistes, à éviter de recourir à des subventions à l'exportation non conformes à l'article XVI du GATT et à promouvoir la libéralisation et l'expansion des échanges";

"décident de faire en sorte que le GATT demeure une enceinte de consultation et de négociation";

"s'engagent à s'efforcer résolument de faire en sorte que leurs politiques et mesures commerciales soient conformes aux principes et aux règles du GATT, et de résister aux pressions protectionnistes dans la formulation et la mise en oeuvre de leurs politiques commerciales nationales et dans leurs projets de législation, et à s'abstenir également de prendre ou de continuer d'appliquer des mesures non conformes au GATT, et à s'efforcer résolument d'éviter les mesures qui limiteraient ou fausseraient le commerce international";

"s'engagent à mieux insérer l'agriculture dans le système multilatéral des échanges en améliorant l'efficacité des règles, dispositions et disciplines du GATT et en leur donnant une interprétation commune, à s'efforcer d'améliorer les conditions d'accès au marché, et à mieux discipliner la concurrence des exportations. A cette fin, un programme de travail majeur couvrant une période de deux ans sera entrepris";

"à assurer la mise en oeuvre effective des règles et dispositions du GATT, et en particulier de celles qui concernent les pays en développement", et "à faire en sorte que les pays les moins avancés bénéficient d'un traitement spécial";

"réaffirment que le consensus continuera d'être la méthode traditionnelle de résolution des différends. Toutefois elles sont convenues que toute obstruction dans les procédures de règlement des différends devra être évitée."

Matériel agricole canadien au Soudan

Le Canada fournira du matériel agricole au Soudan dans le cadre de l'engagement qu'il a pris d'appuyer l'agriculture de ce pays.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) administrera la subvention de \$3 millions destinée à l'achat de matériel de fabrication canadienne.

La firme Interimco Ltée, d'Ottawa, fournira 320 pulvérisateurs à disques larges fabriqués par la Coopérative Implements Ltd., de Winnipeg (Manitoba). L'entente prévoit l'envoi de pièces de rechange et la prestation de services d'entretien.

Notons que ces machines ont fait leur preuve depuis longtemps au Soudan.